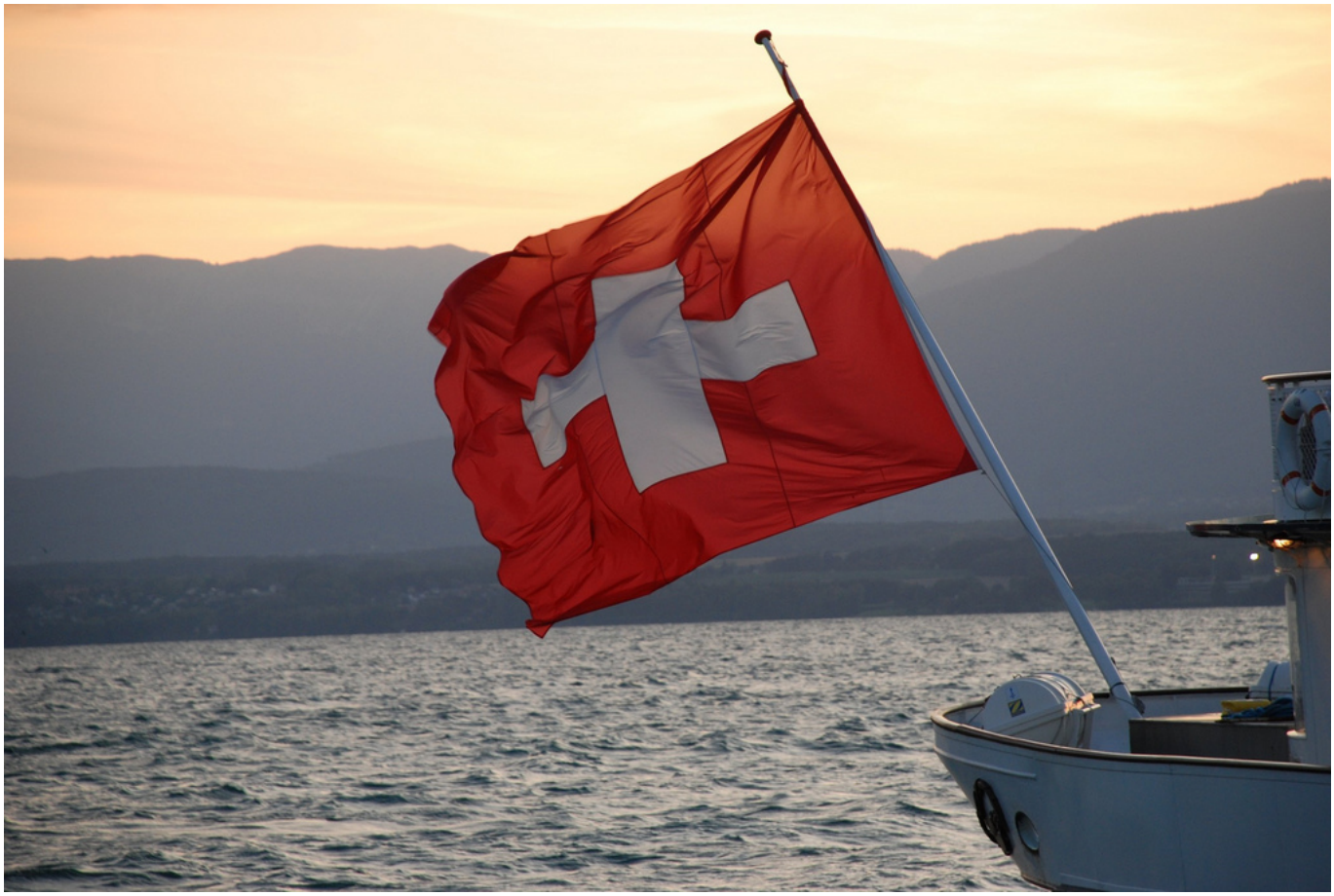
Souveraineté nationale ou intégration économique? Une décision difficile, mais seulement pour l'électorat des partis bourgeois.

Patrick Emmenegger, Silja Häusermann, Stefanie Walter
9th January 2019



En Suisse comme ailleurs, deux objectifs sont de plus en plus en conflit : d'une part, la gestion autonome de l'immigration sur le plan national et, d'autre part, le maintien de l'interdépendance économique au niveau international. Si l'on veut l'un et l'autre, on entre dans un conflit d'objectifs contradictoires. Nous montrons, dans cet article, que c'est avant tout l'électorat des partis bourgeois qui est exposé à cette contradiction et que ses décisions, dans ce conflit, sont fortement influencées par la ligne du parti politique qu'ils soutiennent.

La série Special Issue

SPSR Swiss Political Science Review
Schweizerische Zeitschrift für Politikwissenschaft
Revue Suisse de Science Politique
Rivista Svizzera di Scienza Politica

The 2015 Swiss Elections

Nathalie Giger, Line Rennwald et Anke Tresch (Ed.)

Version allemande

Par son initiative de limitation, l'UDC se propose de trancher dans les urnes le conflit concernant la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral vient de rejeter le projet présenté. Les citoyennes et citoyens devront probablement décider l'an prochain de la question de savoir si la Suisse, à l'avenir, contrôlera seule l'immigration sur son territoire et si elle est prête à en payer le prix du point de vue de l'accès au marché intérieur de l'UE.

Ce que les Britanniques, à travers les navrantes péripéties du Brexit, viennent juste d'apprendre à leurs dépens, l'UDC le dit elle aussi ouvertement aujourd'hui : «Défendre la Suisse n'a jamais été gratuit.» (Tagesanzeiger, 27.11.2018). Il peut être politiquement controversé de vouloir faire passer une dénonciation de l'accord sur la libre circulation des personnes pour une manière de défense de la Suisse, mais le fait que la décision de recouvrer la souveraineté nationale en matière de migration coûterait très cher sur le plan économique est bien moins contestable.

Ce prix de la souveraineté nationale est le sujet central de notre article. Combien de citoyennes et de citoyens sont effectivement confrontés à un conflit d'objectifs, qui sont-ils et quelle sera leur décision s'ils sont explicitement invités à choisir ?

Concrètement, nous nous sommes penchés sur les deux questions suivantes :

1) Combien de citoyennes et de citoyens – et lesquels – sont effectivement confrontés à ce que l'on appelle un conflit d'objectifs quant à leurs priorités politiques ?

2) S'ils doivent se prononcer entre les deux objectifs que sont la gestion de l'immigration et l'intégration économique, que choisissent les citoyennes et citoyens?

L'étude en détail

Notre étude a été rendue possible par deux aspects spécifiques ressortant du sondage effectué avant les élections au Conseil national de 2015 dans le cadre de l'étude électorale suisse. L'un de ces aspects est que ces données se réfèrent non seulement à des questions d'appréciation portée sur l'immigration et les accords bilatéraux, mais également à une question explicite, celle du choix entre ces deux objectifs : les accords bilatéraux ou la limitation de l'immigration. L'autre aspect est que ces données couvrent un échantillon très important, de plus de 11'000 personnes, ce qui permet une analyse de plusieurs sous-catégories. Cet échantillon comprend en

fait pas moins de quelque 1’300 électeurs et électrices qui, à la fois, estiment que l’immigration pose un problème et évaluent positifs les accords bilatéraux.

Conflit d’objectifs pour l’électorat des partis bourgeois

Les électeurs qui jugent positifs pour notre pays aussi bien les accords bilatéraux que les conséquences de l’immigration ne sont, naturellement, pas confrontés à un conflit d’objectifs. Ils pourraient en toute quiétude refuser une initiative limitant l’immigration. Dans notre analyse, nous utilisons pour les désigner le terme *électorat de tendance internationaliste* et ils représentent un bon tiers des personnes interrogées (voir graphique 1).

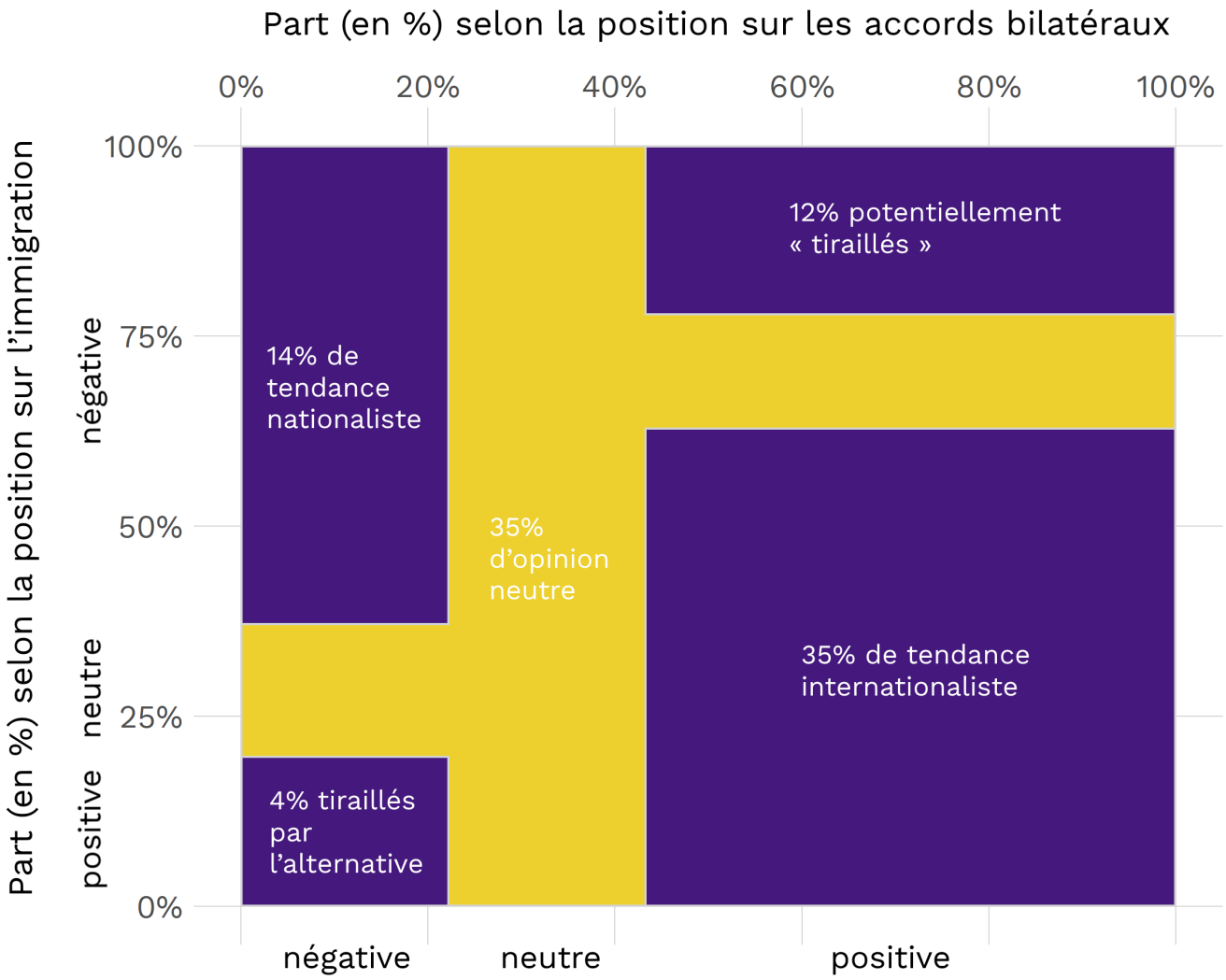
Ceux qui sont sceptiques tant au sujet de l’immigration que des accords bilatéraux, leur choix est facile également : l’électorat de tendance nationaliste (14 % des répondants) pourrait accepter sans difficulté une initiative limitant l’immigration.

Mais ceux qui aspirent aussi bien à une limitation de l’immigration qu’à la sauvegarde des accords bilatéraux, ceux-là ont de quoi se sentir tiraillés, du moins potentiellement, le conflit d’objectifs ne devenant aigu que dans les cas où ils sont effectivement amenés à devoir prendre une décision. Or ils représentent 12 pour cent de l’électorat, soit un groupe substantiel dont le poids peut être considérable en cas de votation populaire.

Avec les *neutres*, qui sont indifférents en matière d’immigration et/ou d’accords bilatéraux, l’électorat “tiraillé” constitue un groupe important de personnes dont il est difficile d’évaluer la décision qu’elles prendront pour régler le conflit d’objectifs entre une gestion nationale autonome de l’immigration et le maintien de l’interdépendance économique internationale.

Le graphique 1 montre toutefois que le groupe de ceux qui sont « tiraillés par l’alternative » – c.-à-d. qui portent un jugement négatif sur les accords bilatéraux, mais un jugement positif au sujet de l’immigration – est, en Suisse, très réduit (env. 4 %) et n’a guère de poids politique.

Graphique 1



Diverses explications théoriques sont avancées quant au fait que les individus peuvent se sentir tiraillés dans ce dilemme entre une limitation de l'immigration et la maintenance the l'ouverture économique. Nous avons analysé **trois hypothèses** prépondérantes.

La première est d'ordre politico-économique et suppose que les travailleurs des secteurs économiquement vulnérables comprenant une forte proportion d'étrangers se trouvent dans un tel dilemme parce que, d'une part, ils dépendent de l'ouverture économique et, d'autre part, ils sont particulièrement exposés à la concurrence des migrants sur le marché du travail. Cependant, les données dont nous disposons ne permettent pas de tirer une conclusion par rapport à cette hypothèse. Nous mesurons la menace individuelle à l'aune de la dépendance du secteur d'activité par rapport à l'exportation ainsi que de la proportion d'étrangers dans la population active. Aucune des deux variables, qu'elles soient considérées individuellement ou conjointement, n'indique un rapport avec le profil de préférence antithétique.

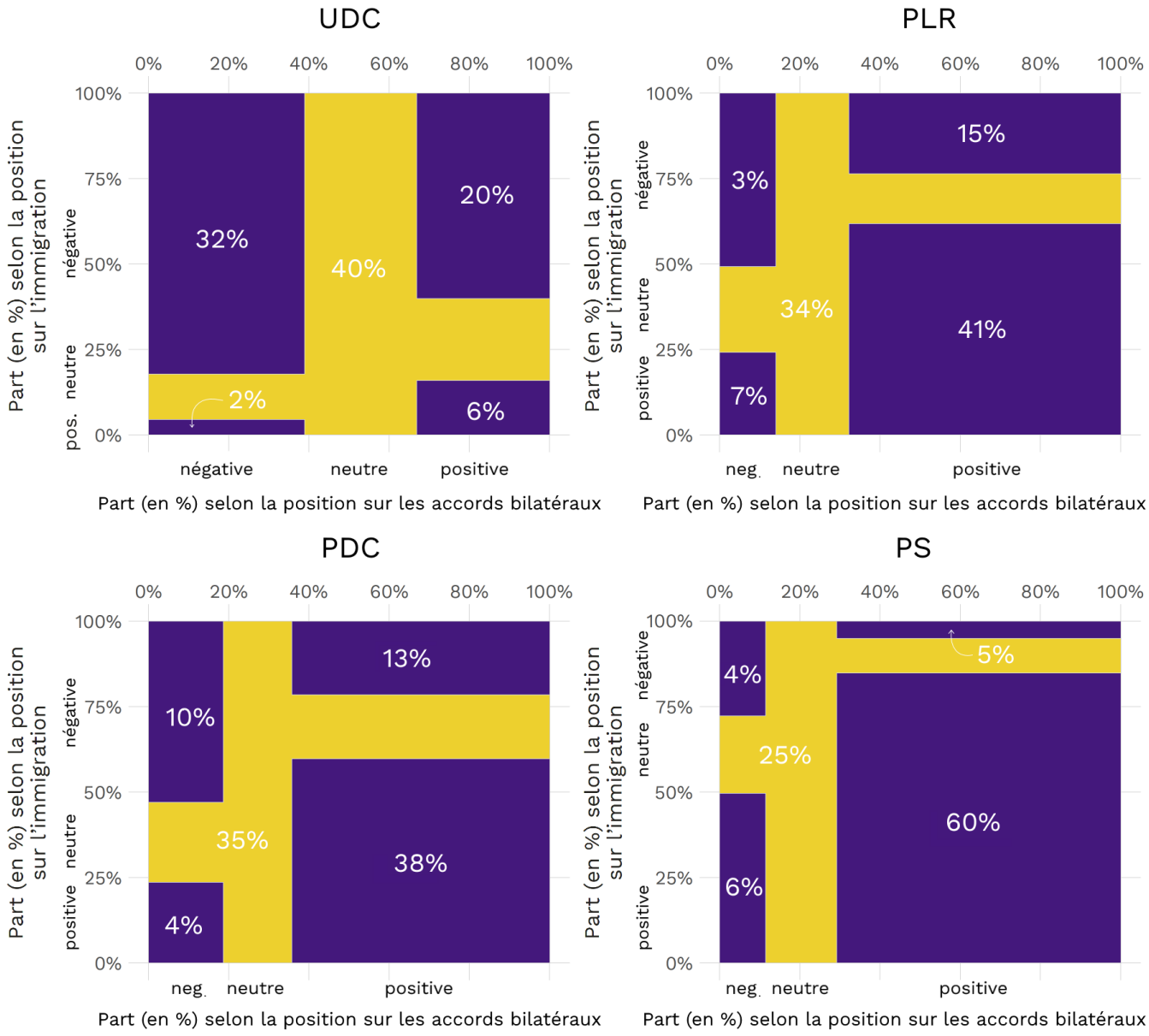
Une deuxième hypothèse, repose sur l'idée que les électeurs moins bien informés ne sont tout simplement pas conscients du caractère contradictoire de leurs préférences. Par conséquent, les personnes ayant peu d'intérêt à la politique ou qui ont moins de connaissances dans ce domaine seraient plus souvent en conflit d'objectifs. Mais notre deuxième hypothèse, elle non plus,

n’est pas confortée par l’analyse. Les électeurs qui sont partagés entre la volonté de restreindre l’immigration et l’ouverture aux accords bilatéraux sont des citoyens informés et actifs.

Troisièmement, nous examinons quels partis politiques comptent un nombre particulièrement élevé de personnes ayant un profil de préférences antithétiques. Les résultats sont on ne peut plus clairs (figure 2) : le conflit d’objectifs entre le contrôle de l’immigration et l’accès au marché européen est, en Suisse, un phénomène concernant (presque) exclusivement l’électorat des partis bourgeois. Deux tiers des électeurs de l’UDC estiment que l’immigration est négative, mais près d’un tiers des électeurs de ce parti considèrent comme positive l’incidence des traités bilatéraux sur la Suisse. Dans l’ensemble, une personne sur cinq, parmi ces électeurs, est potentiellement confrontée à un conflit d’objectifs.

Dans l’électorat du PLR et du PDC, respectivement quinze et treize pour cent des citoyens sont confrontés à un tel conflit d’objectifs, alors que dans celui du PS, seule une personne sur vingt correspond à ce profil. D’autres analyses montrent que ce sont surtout les personnes financièrement aisées, parmi les électeurs de l’UDC et du PLR, qui se trouvent en situation de conflit d’objectifs. Cela pourrait s’expliquer par le fait qu’il s’agit d’électeurs bourgeois qui bénéficient professionnellement de l’interconnexion économique mais dont les valeurs socio-culturels sont plus conservatrices.

Graphique 2



Quant à savoir si le « profil bourgeois » du conflit d'objectifs est un phénomène spécifiquement suisse ou si, dans d'autres pays, il n'y a également que peu de personnes de gauche favorables au marché intérieur et sceptiques à l'égard de l'immigration, notre analyse ne répond pas à cette question. Cependant, en Suisse, la proportion d'électeurs de gauche à l'esprit internationaliste montre une fois de plus que le PS ne mobilise plus guère les électeurs socialement conservateurs.

Décisions fortement influencées par la ligne du parti

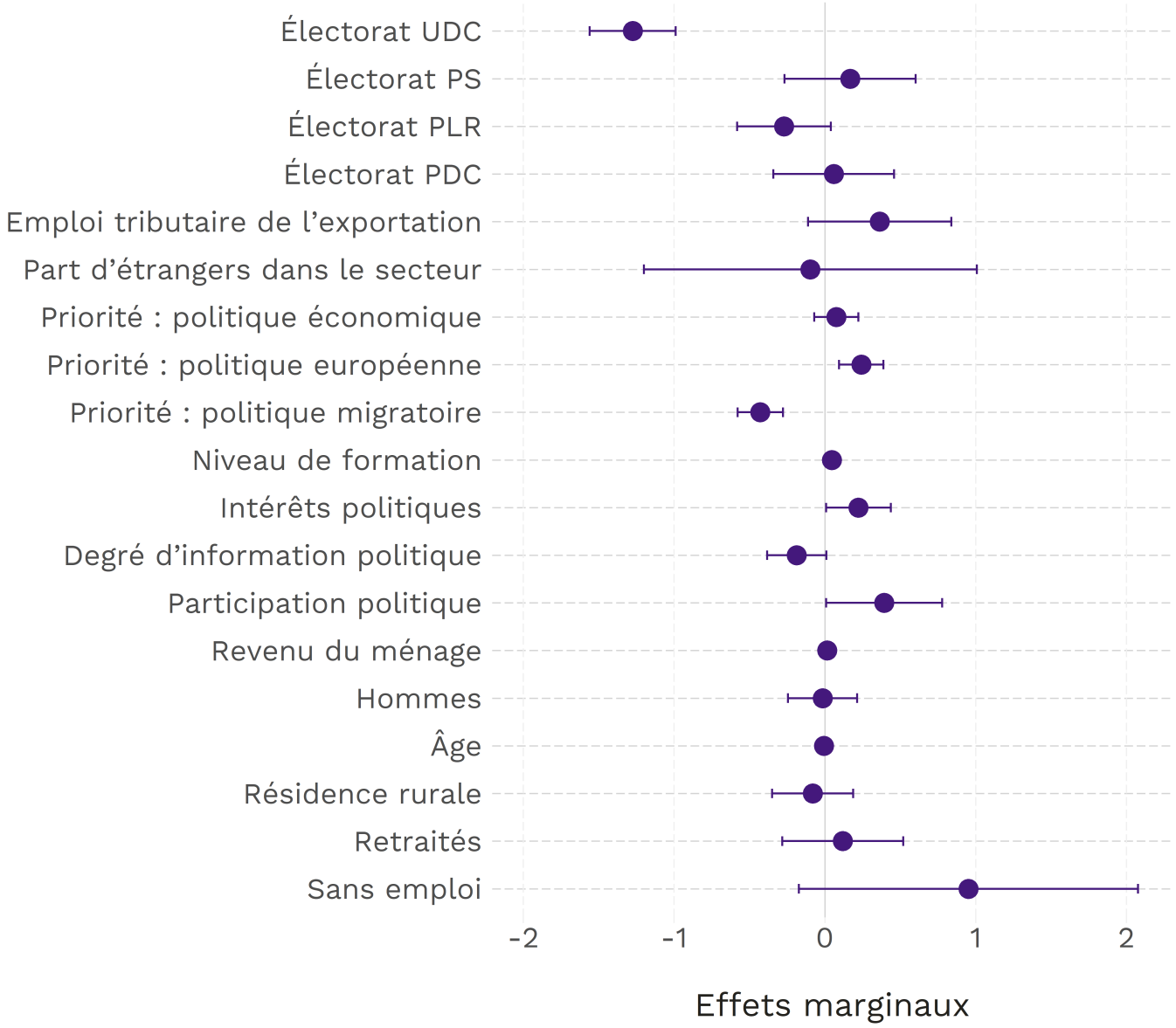
Quel est le choix tendanciel des électeurs qui se trouvent en conflit d'objectifs, lorsqu'ils sont amenés à prendre une décision?

Le graphique 3 montre les résultats de notre analyse concernant cette question. Il s'avère que ce choix ne s'explique guère par l'intérêt individuel matériel. Les citoyens qui travaillent dans des secteurs axés sur les exportations n'ont pas spécialement tendance à opter pour le maintien des accords bilatéraux (bien que leur emploi en dépende fortement). Et ceux qui

travaillent dans un secteur à forte proportion d'étrangers n'optent pas davantage pour une limitation de l'immigration.

L'effet le plus notoire du graphique 3 est la forte corrélation entre une préférence partisane pour l'UDC et le choix en faveur du contrôle de l'immigration. Les électeurs de l'UDC qui considèrent positivement les accords bilatéraux ont également tendance à aller à l'encontre de cette considération lorsqu'il s'agit de prendre une décision. Nous interprétons cet effet comme étant celui des mots d'ordre du parti sur les décisions des électeurs. Mais on pourrait aussi bien dire que c'est le contraire, à savoir que les personnes qui accordent davantage d'importance à la limitation de l'immigration soutiennent l'UDC pour cette raison. Cependant, notre interprétation de l'effet comme étant lié au parti est corroborée par le fait qu'il tient dans un modèle multivarié, c'est-à-dire indépendamment de l'importance que l'on attache à la question de la migration.

Graphique 3



En conclusion, on peut dire que le conflit d'intérêts entre l'objectif de contrôler l'immigration et celui de promouvoir l'intégration économique est,

en Suisse, un phénomène presque exclusivement de droite. Les électeurs de gauche sont moins représentatifs de ce conflit d'objectifs et, s'ils le sont, ils optent généralement pour les accords bilatéraux.

D'autre part, le choix en faveur de la limitation de l'immigration est particulièrement notoire chez les électeurs de l'UDC. Quant aux électeurs du PLR et du PDC, ils sont beaucoup plus partagés. Ici, l'importance accordée à la politique migratoire ou à l'UE semblent avoir une grande influence. Il semble donc qu'une campagne de vote serait particulièrement efficace si elle a pour objectif de construire le sens et l'interprétation de la décision d'une manière particulière, et de mobiliser les groupes en fonction de ce qu'ils considèrent important.

Référence:

Emmenegger, Patrick; Silja Häusermann et Stefanie Walter (2018). National Sovereignty vs. International Cooperation: Policy Choices in Trade-Off Situations. *Swiss Political Science Review, 24(4).*
Image: commons.wikimedia.org